

Hennebont, le 21 Décembre 2009

Accord politique pour les élections régionales 2010

De partout, venus de la droite au pouvoir, les coups pleuvent sur l'immense majorité de la population, sur fond de désastre écologique programmé et de régime politique liberticide. Empêcher l'UMP de reconquérir les régions est pour nous, gauche de gauche, un objectif essentiel.

A gauche, les orientations sociales-libérales de la direction du PS engendrent la résignation, ouvrent la porte aux reculs sociaux, démocratiques et écologiques, facilitent la tâche de la droite.

Il est urgent de construire un processus de rassemblement des forces de la gauche de transformation sociale. Il faut impulser aujourd'hui une dynamique nouvelle à gauche. L'unité est nécessaire et essentielle. Elle se réalise déjà tant dans les luttes sociales avec l'ensemble des forces de la gauche antilibérale et anticapitaliste que dans les combats écologiques avec les mouvements de l'écologie radicale, de citoyens actifs, de l'altermondialisme.

Nous nous prononçons pour la constitution au premier tour des élections régionales d'une liste unitaire regroupant toute la gauche anti-libérale, anti-capitaliste et toutes les forces de transformation sociale et écologique, liste indépendante de celles présentées par le PS et Europe Ecologie. Nous nous battons jusqu'au bout pour que celle ci soit la plus large possible.

La construction des axes de campagne doit démarrer dès maintenant. Elle se fera avec tous les réseaux et citoyens désireux de changer radicalement la politique régionale. Pour donner corps à cette dynamique, des assemblées citoyennes seront créées localement et par département. Une animation collective de la campagne, dans laquelle figureront les citoyens-nes désireux-ses de s'investir et les différentes composantes politiques sera mise en place.

Par un large rassemblement citoyen et populaire :

Nous voulons battre la droite et sa politique dans les élections comme dans les mobilisations.

Nous voulons rassembler autour d'un projet donnant la priorité à nos vies qui réponde aux besoins sociaux, écologiques et démocratiques, contre les logiques capitalistes, libérales et productivistes. Nous ne voulons pas d'une alternance sans changement, nous ne voulons pas gérer le système en nous contentant de le tempérer sur le plan social et écologique.

Nous voulons tourner la page des politiques de renoncement qui se sont trop souvent inscrites dans l'accompagnement des réformes imposées par les tenants du libéralisme.

Cela suppose de se battre maintenant pour contester la réforme des collectivités territoriales et celle de la taxe professionnelle, pour combattre les carcans budgétaires qui nous empêchent de mener les politiques que nous souhaitons. Il s'agit de mobiliser les fonds publics dans l'intérêt des classes populaires et dans le cadre d'un plan conséquent de lutte contre la crise écologique.

Nous voulons changer les rapports de force. Nous voulons changer concrètement les conditions de vie de la population en Bretagne. Nous voulons changer la donne à gauche, être majoritaires sur un programme de rupture, et battre la droite sur cet axe.

Nous construisons ce programme de rupture en mesures régionales, en lien avec les mouvements sociaux. Cela passe par exemple :

- par l'arrêt de toute politique de subvention aux entreprises insuffisamment conditionnées écologiquement et socialement (soutien à la création d'emplois durables, conditions de travail...) ;
- par l'évaluation et le contrôle de l'utilisation des fonds publics : la région se donne la possibilité de reprendre des aides qui n'auraient pas été utilisées comme annoncé ;
- par la mobilisation des fonds publics pour l'emploi public territorial statutaire, par une confrontation politique pour que les fonds publics aillent aux lycées publics, par le développement des services publics de formation professionnelle ;
- par le développement du service public de transports ferroviaires, de la densification du réseau et une politique tarifaire tendant vers la gratuité pour les usagers avec tout de suite la gratuité pour les chômeurs et les jeunes ;
- par l'abandon immédiat de projets inutiles , au coût exorbitant et écologiquement nuisibles comme la construction de l'aéroport de Notre Dame des Landes, par la promotion du ferroviaire par rapport au routier ou à l'aérien, par la mise en place du cabotage en Bretagne et avec les régions voisines ;
- par la rupture avec le modèle agricole productiviste, en défendant en tant que région une autre politique agricole commune afin de permettre aux paysans de vivre de leur travail tout en amorçant la dépollution des sols, des eaux, et ainsi régler des problèmes tels que ceux liés aux algues vertes ;
- par la rupture avec la politique européenne commune de la pêche et par la promotion de la pêche côtière et artisanale dans une démarche de préservation de la ressource ;
- par le développement du contrôle citoyen dans les entreprises et la vie publique ;
- par la promotion des langues et cultures régionales dans le respect de toutes les cultures conformément à la volonté émancipatrice des mouvements d'éducation populaire ;
- par la solidarité avec les autres régions françaises et avec tous les peuples du monde.

Ce sont les premières propositions d'un projet régional que nous souhaitons enrichir avec les acteurs du mouvement social, avec les citoyens désireux de s'inscrire dans cette démarche de rassemblement.

1. Notre objectif est d'arriver en tête au premier tour afin d'appliquer notre programme;
2. Dans tous les cas nous nous engageons à faire barrage à la droite au second tour en nous rassemblant avec les autres listes de gauche en procédant à une fusion démocratique à l'exclusion de tout accord avec le Modem.
3. Nous voulons construire une majorité solidement ancrée à gauche. Nous voulons porter jusque dans l'exécutif, si la possibilité est ouverte de les mettre en œuvre, les points essentiels de notre programme et en fonction de l'appréciation du rapport de force qui permettrait effectivement de les appliquer. Nous apprécierons ces conditions au soir du premier tour.
4. Nos élus conserveront leur entière liberté de vote.

Notre campagne s'appuiera sur des assemblées citoyennes locales et départementales constituées de femmes et d'hommes de gauche, de syndicalistes, et de militants associatifs pour contribuer à l'élaboration et porter ensemble une alternative politique, sociale, écologique et démocratique. Nous voulons impulser un mouvement politique, citoyen dont nous poursuivrons la construction après l'élection et sur lequel s'appuieront nos élus.

Alternatifs, Communistes favorables au Front de gauche, Parti de Gauche, Gauche unitaire, Fase, République et socialisme, M'pep